

**Evaluation rapide de
l'impact de la hausse des
prix en milieu urbain**

**République de
Guinée**



Gouvernement de la République de Guinée



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
RESUME	2
REMERCIEMENTS	5
ABREVIATIONS	5
1. CONTEXTE, OBJECTIF ET METHODOLOGIE.....	6
2. CARACTERISTIQUES DU CHOC	8
3. CAUSES DIRECTES ET SOUS-JACENTES.....	8
4. PERSPECTIVE DES MARCHES ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE	9
5. CONSEQUENCE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	10
I. IMPACT SUR LA DISPONIBILITE	10
II. IMPACT SUR L'ACCESSIBILITE	11
III. IMPACT SUR LA SECURITE NUTRITIONNELLE	14
6. CARACTERISTIQUE ET LOCALISATION DES MENAGES LES PLUS AFFECTES	14
7. OPTIONS DE REPONSE PONCTUELLE : BESOINS D'ASSISTANCE ET ACTIONS DEJA PLANIFIEES PAR D'AUTRES ORGANISATIONS, INTERVENTIONS RECOMMANDEES, DESTINATAIRES ET DUREE, BESOINS EN TERMES DE SUIVI, DE REEVALUATION PERIODIQUE ET DE PLANIFICATION DES MESURES D'URGENCE.....	15
I. ANALYSE DES REPONSES D'ATTENUATION MISES EN ŒUVRE	15
II. OPTIONS DE REPONSES NECESSAIRES A COURT TERME ET LEURS ESTIMATIONS	15

Résumé

La hausse des prix des denrées alimentaires en Guinée s'inscrit dans un contexte international de hausse des prix affectant les ménages les plus vulnérables à travers le monde. La présente étude propose d'analyser le contexte très particulier de la Guinée, l'impact de cette hausse sur la sécurité alimentaire des ménages, les stratégies mises en place par les ménages –et leur profil- pour y faire face, les réponses institutionnelles apportées et enfin les recommandations en terme d'assistance et d'accompagnement. L'étude s'est concentrée dans les communes urbaines de : Conakry, Kankan, Labé et N'Zérékoré.

Les augmentations importantes de prix relevées en Guinée au début de l'année 2011 (jusqu'à 54% d'augmentation pour le riz importé à N'Zérékoré entre février et mars), sont à rapprocher d'un contexte guinéen marqué par une dévaluation importante du Franc guinéen, l'augmentation du prix du carburant, un environnement commercial tendu, des tensions sociales et aux conséquences d'une période électorale agitée. Pour faire face aux augmentations de prix qui demeurent entre 30 et 40% plus élevés qu'en avril 2010 en ce début de période de soudure, les ménages ont mis en œuvre des stratégies d'adaptation réduisant par exemple les dépenses d'éducation et de santé pour garantir les repas. D'autres stratégies consistent à réduire les quantités et le nombre de repas quotidiens, à substituer les aliments préférés par des aliments de second choix et emprunter auprès d'amis ou de parents. Les ménages les plus affectés sont ceux sans soutien, sans revenu, dirigés par des femmes seules avec des enfants ou exerçant des activités très précaires.

Pour atténuer l'impact de ce choc sur les prix, le gouvernement de Guinée a subventionné la vente de 30 000 tonnes de riz importé. Cette opération n'a cependant pas suffi à maintenir l'envolée des prix. D'autres mesures d'assistance et d'accompagnement restent donc nécessaires pour limiter les effets de la hausse des prix. Une assistance sous forme de transferts monétaires (espèces ou bons) ou d'argent contre travail est à considérer de même que des opérations d'assistance alimentaire ciblée. La stimulation des importations, l'exonération de taxe sur les transports, la stimulation des échanges intra et inter régionaux, la régulation des prix au niveau national, l'intensification de la production et la réhabilitation des routes sont autant de mesures que les pouvoirs publics doivent également prendre en considération.

Remerciements

Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) est honoré de partager ce rapport sur l'Etude de l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages urbains en Guinée dont la réalisation dénote une volonté manifeste du PAM Guinée d'atteindre ses objectifs de manière efficace dans un pays dont l'insécurité alimentaire devient de plus en plus inquiétante.

Cette volonté a trouvé des échos favorables au niveau :

- des bailleurs de fonds qui ont bien voulu accepter d'accompagner le PAM dans sa réponse humanitaire en faveur des populations affectées par l'impact la hausse des prix des denrées alimentaires ;
- des partenaires de terrain ainsi que des structures étatiques (Gouvernement, Nations Unies , ONG et Donateurs) à travers leur participation active et constructive aux discussions au sein du comité de pilotage de l'étude.

Ainsi donc, ce rapport n'aurait pu voir le jour sans les multiples et importantes contributions des partenaires impliqués dans les phases de préparation de l'enquête, de formation des enquêteurs, de collecte et d'analyse des données, ainsi que de rédaction du présent rapport.

Le PAM souligne le rôle majeur qu'ont joué le Gouvernement de la République de Guinée et le cluster de sécurité alimentaire (Nations Unies , ONG et Gouvernement) au sein du Comité de Pilotage à travers leurs étroites et franches collaborations tout au long de la réalisation de l'étude. Le PAM remercie les autorités régionales, préfectorales, communales, les chefs des quartiers et les responsables des secteurs qui ont facilité le travail sur le terrain. Sont aussi remerciés les enquêteurs et superviseurs qui ont souvent travaillé dans des conditions très difficiles en raison de l'état des routes et de la situation sécuritaire du pays pendant la période de collecte des données primaires.

Que les autorités centrales, régionales, préfectorales et communales des villes de Conakry, Kankan, de Labé, de N'Zérékoré et de Lola trouvent ici notre profonde reconnaissance pour leurs appuis combien de fois salutaires des activités de terrain. En outre, nous remercions les autorités du Gouvernorat de la Ville de Conakry et les Communes de Dixinn, de Kaloum, de Matam, de Matoto et de Ratoma ainsi que les administrateurs des marchés dont la collaboration nous a largement facilité la tâche dans les villes où la collecte des données de terrain n'a pas toujours été aisée.

Cette étude n'aurait pu aboutir sans l'active participation et l'aide logistique et technique de nombreux collègues. Tout d'abord ceux du Bureau de pays du PAM en République de Guinée, ceux des sous bureaux de Labé, de Kankan et de N'Zérékoré. Le PAM remercie également le Bureau régional du PAM de Dakar et le Siège du PAM à Rome pour l'appui apporté dans tout le processus d'analyse et de rédaction du rapport final. Enfin les agences du système des Nations Unies ainsi que l'ensemble des partenaires qui, de près ou de loin, ont pris part et ont contribué au succès de cette étude.

Les résultats sont désormais à la disposition de tous (Gouvernement de la République de Guinée, bailleurs de fonds, Agences du système des Nations Unies, ONG, chercheurs, etc.) afin que tous puissent mener à bien l'importante mission de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Guinée.

Mamadou Amadou Diallo

Directeur Adjoint
PAM, Guinée

ABBREVIATIONS

PTF: Partenaires Techniques et Financiers

PAM: Programme Alimentaire Mondial

VAM: Vulnerability Analysis And Mapping

CO: Country Office

DCD: Deputy Country Director

RB: Regional Bureau

FAO: Food and Agriculture Organization

TOR: Terms of Reference

UN: United Nations

CSPRO: Census and Survey Processing System

SPSS: Statistical Package for Social Science

HH: Household

UNICEF: United Nations Children's Fund

ICT: Information Communication and Technology

IHPC: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

FG: Franc guinéen

FCFA: Franc de la Communauté Française de l'Afrique

USD: United States Dollar

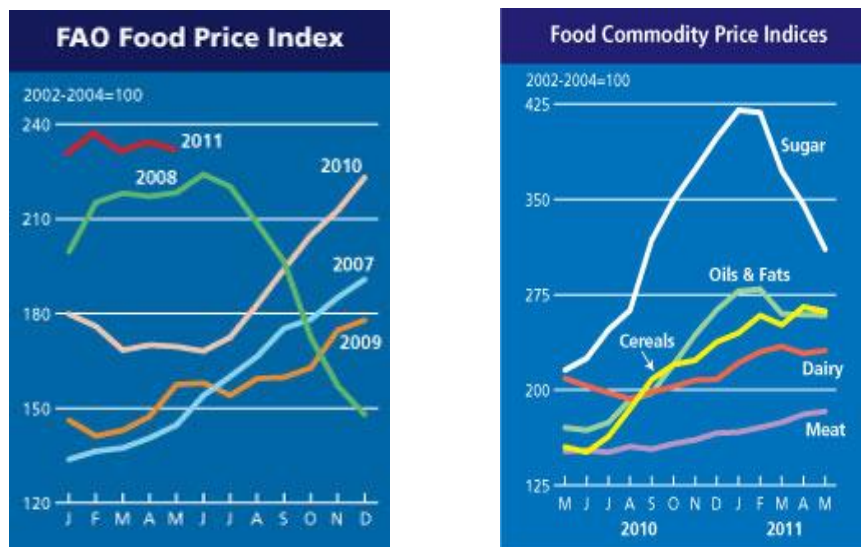
CSI / ISA: Coping Strategy Index - Indice des Stratégies d'Adaptation

1. Contexte, objectifs et méthodologie

Le début de l'année 2011 est marqué par une hausse des prix sur les marchés internationaux notamment en raison de l'impact de catastrophes naturelles multiples. En février 2011, l'indice des prix mondiaux de la FAO (graphique 1) a atteint son plus haut niveau, dépassant les records de l'année 2008 considérée comme l'année de pic des prix. Les hausses sont les plus fortes pour le sucre, les oléagineux et les céréales, notamment le blé et le maïs.

Cette hausse des prix des principales denrées alimentaires a affecté l'accès des ménages à faible revenu à travers le monde. Elle s'est traduite par un renchérissement des produits alimentaires dans les pays dépendants des importations comme la Guinée qui importe environ 300 000 tonnes de riz par an (moyenne des cinq dernières années) mais également d'autres denrées alimentaires (farine, huile végétale, oignon, lait, sucre) pour les besoins alimentaires des populations estimée à plus de 10m de personnes.

Graphique 1 : Situation actuelle sur les marchés mondiaux



Les tensions politiques et sociales que connaît la Guinée depuis 2007, ont exacerbé la sécurité alimentaire déjà fragile des populations. En effet, d'après les résultats de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire menée en 2009¹, 32% des ménages en milieu rural et jusqu'à 52% en région forestière sont en insécurité alimentaire contre 16% en 2005. A Conakry, selon cette même enquête, 6,4% de la population sont en insécurité alimentaire, dont 1,5% en situation de sécurité alimentaire faible. Ces facteurs, couplés à une gestion difficile des finances publiques, ont été un frein à la réussite du programme de stabilisation macroéconomique que s'était fixé le gouvernement de transition.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement guinéen a importé 30,000 tonnes de riz, qu'il a vendu 20% moins cher que le prix du marché, à compter du mois de février. D'après le Réseau des Systèmes d'Information des Marchés en Afrique de l'Ouest (RESIMAO), des augmentations importantes de prix ont

¹ ENSA: GoG PAM 2009

été relevées en Guinée en début de l'année 2011 allant jusqu'à +41% pour l'huile de palme ou +23% pour le maïs. Sur les principaux marchés de Guinée on assiste à une flambée des prix du riz importé qui a augmenté de 41% à Conakry, de 33% à Kankan, de 24% à Labé et de 54% à Nzérékoré entre février et mars 2011.

Cette hausse des prix a, non seulement augmenté l'incidence, mais également la profondeur de l'insécurité alimentaire conduisant certains ménages à adopter des stratégies de survie parfois très contraignantes. Pour d'autres, elle a entraîné un changement dans la structure de leurs dépenses.

La hausse des prix en Guinée intervient au moment où beaucoup d'évaluations font état de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages.

Les fréquentes pénuries de carburant à l'intérieur du pays, les hausses des prix à la pompe, les augmentations des coûts de transport et l'instabilité du taux de change du Franc Guinéen restent des facteurs perturbant le bon fonctionnement des marchés et rendant incertaines les perspectives d'ici la fin de la période de soudure en septembre.

Objectifs

La présente étude de l'impact de la hausse des prix sur la sécurité alimentaire des ménages en milieu urbain de Guinée permettra de :

1. Connaître le niveau actuel des prix et leurs perspectives d'évolution à court terme.
2. Evaluer l'impact actuel de la hausse des prix sur la sécurité alimentaire des ménages.
3. Proposer des options de réponses à court terme.

Avec pour résultats attendus :

- i. Les causes sous-jacentes de la hausse des prix, de l'ampleur des augmentations et des perspectives d'évolution sont appréhendées.
- ii. La capacité du marché à répondre à la hausse des prix et à la demande est mieux comprise.
- iii. L'impact de la hausse des prix sur les ménages les plus vulnérables est mieux compris.
- iv. Les actions en cours entreprises par le gouvernement et les partenaires et leur impact (y compris les politiques en matière de protection sociale) sont mieux connues.
- v. Des options de réponses appropriées à la hausse des prix des produits alimentaires sont explorées.

Méthodologie

Un échantillon de 309 ménages a été constitué de manière aléatoire selon la technique de sondage à 2 degrés après stratification. Les strates étaient confondues aux centres urbains de Conakry, de Kankan, de Labé et de Nzérékoré. Le nombre des ménages enquêtés dans chaque région reflète la proportion des ménages qui y vivent.

Pour s'assurer d'une grande diversité, au 1^{er} degré on a tiré les secteurs qui sont répartis dans les quartiers. Dans chaque secteur, 2 à 5 ménages ont été sélectionnés par tirage systématique. Un questionnaire a été administré à chacun de ces 309 ménages.

Le souci était de rechercher une représentativité du centre urbain de Conakry et des centres urbains de Guinée dans son ensemble.

Dans chaque commune urbaine des entretiens participatifs ont été conduits auprès des informateurs clés et des groupes de concertation autour des chefs de quartiers et de secteurs y compris des femmes. Egalement des interviews ont été menées avec les responsables des marchés et les commerçants au niveau des marchés de consommation des ménages et des marchés d'approvisionnement.

Outre ces données primaires, l'étude prend en compte les données secondaires pertinentes.

Cette méthodologie a l'avantage de permettre la comparaison avec les résultats collectés lors de l'évaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain de Conakry.

2. Caractéristiques de la hausse des prix

Les marchés urbains de Conakry, de Labé, de Kankan et de Nzérékoré sont caractérisés au premier trimestre 2011 par une hausse significative des prix des produits : en avril 2011, les prix des céréales au détail sont en moyenne de 30 à 40 % plus élevés par rapport à leur niveau d'avril 2010. Depuis l'augmentation des prix du carburant, le niveau des prix varie d'un marché à l'autre au sein d'une même ville. A Conakry par exemple, le marché de Taouyah est plus cher que le marché de Madina, en raison des coûts additionnels de transport.

D'après les informateurs, l'approvisionnement est relativement faible par rapport à son niveau de l'année passée. L'offre est caractérisée par une prédominance des céréales de substitution telles que le fonio, la farine de manioc et la farine de maïs qui constituent l'essentiel de la demande courante des ménages. L'offre en produits alimentaires importés (riz, huile végétale, sucre, farine de blé) est faible sur tous les marchés urbains. Les flux d'échange entre les principaux marchés de collecte et les marchés de consommation se sont ralentis. A cela, il faut ajouter une baisse significative des durées moyennes de stocks (des produits alimentaires sur les marchés) entre février et mars occasionnant des problèmes d'approvisionnement et une augmentation de la pression de la demande. On remarque aussi que les consommateurs ont changé de comportement en achetant moins qu'avant ou en qualité inférieure.

Sur les marchés des zones de production de Nzérékoré, Kankan et Labé, l'approvisionnement des marchés en riz local et en huile de palme par les producteurs locaux devient irrégulier. Selon les informateurs, le renchérissement des produits importés en provenance de Conakry entraîne la hausse des prix des produits d'échanges locaux. Par conséquent, sur certains marchés de la préfecture de Nzérékoré (Lola, Beyla), les commerçants s'approvisionnent dans les pays frontaliers comme la Côte d'Ivoire (Danané, Man, Siguidou).

3. Causes directes et sous-jacentes

Plusieurs facteurs expliquent la hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés urbains en Guinée :

La politique commerciale :

- La vente subventionnée de 30,000 tonnes de riz importé en février, dont l'exécution a provoqué une diminution momentanée des approvisionnements du secteur privé sur le marché,
- Les mesures restrictives sur le commerce céréalier avec les pays voisins, dont un embargo sur les exportations de riz et d'huile de palme imposé par la Sierra Leone.

Les facteurs macroéconomiques, parmi lesquels :

- La faiblesse continue du Franc guinéen (FG) par rapport aux autres devises rendant les produits importés plus chers;
- La méfiance des opérateurs économiques; en particulier face à l'intervention de l'état dans la filière du riz importé

L'offre et la demande de denrées alimentaires :

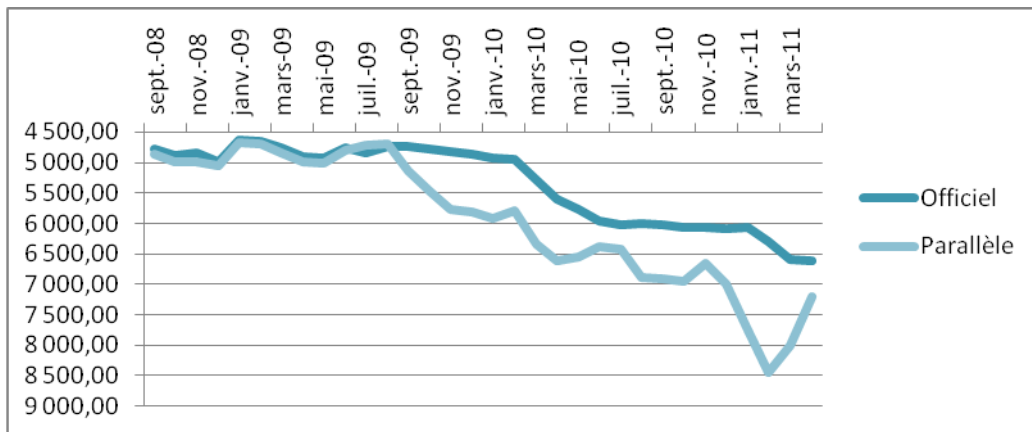
- La pression de la demande des commerçants nationaux et étrangers sur les marchés des zones de production;
- La rétention des stocks paysans et l'augmentation des prix aux producteurs dans les zones de production;
- Les échéances électorales ayant momentanément perturbé l'offre en denrées alimentaires avant, pendant et un peu après les élections.

L'augmentation du coût de transport :

- L'augmentation du prix du carburant à la pompe.
- L'augmentation du coût de transport à la tonne (passant de 125 000 FG en 2010 à 500 000 FG en 2011) entre les marchés de collecte à Conakry.

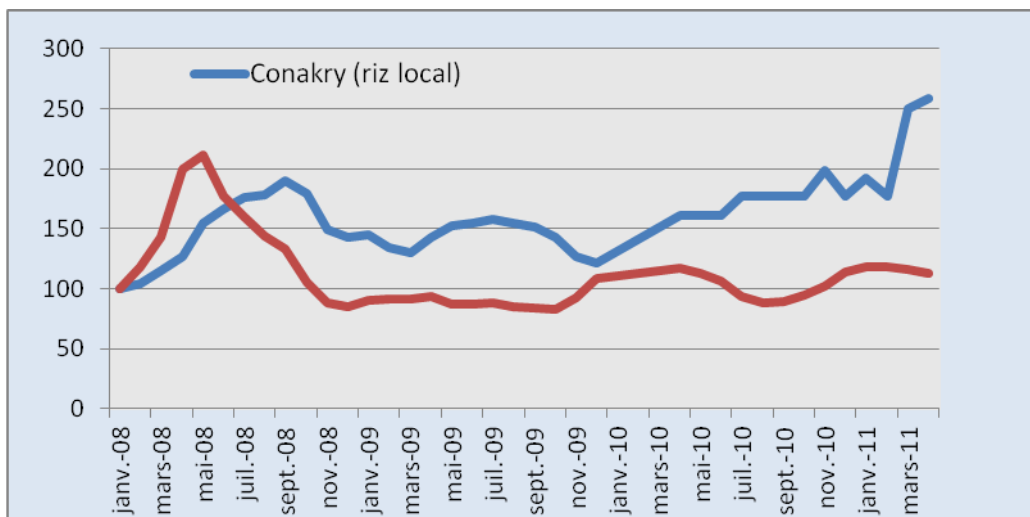
Ces facteurs interviennent au moment où le blé et le maïs connaissent de fortes augmentations de prix sur les principaux marchés mondiaux. Paradoxalement, le prix du riz demeure relativement stable sur les principaux marchés exportateurs -416 \$/t FOB pour le riz thaï qualité A1 super- et les raisons de l'augmentation récente de son prix sur les marchés guinéens sont à rechercher au niveau local -la dévaluation continue du Franc Guinéen constituant un facteur déterminant (graphique 2)- plutôt qu'à l'international.

Graphique 2 : cours officiel et parallèle du Franc Guinéen (depuis sept. 2008 par rapport au \$ US)



Le graphique ci-dessous (graphique 3) montre d'ailleurs que lors de la flambée des prix en Guinée, les prix étaient stables depuis fin 2008 à Bangkok, principal exportateur de riz en Asie.

Graphique 3: Prix du riz à Conakry et à Bangkok (FOB). Indice =100 en Janvier 2008

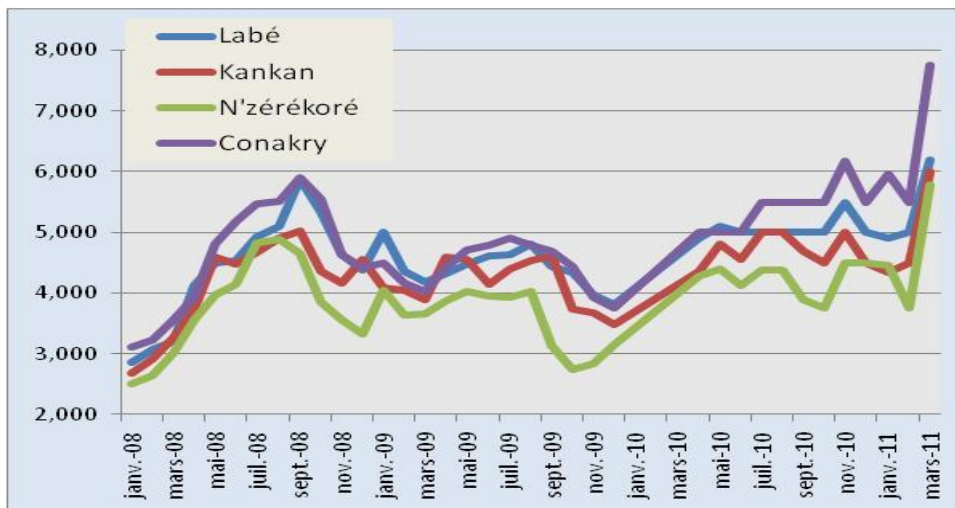


Source : Données FAO, données SIPAG, graphe PAM

4. Perspectives des marchés et de la sécurité alimentaire

Le prix courant du riz étuvé local a connu une forte augmentation à compter du mois de février 2011 sur l'étendue du territoire (graphique 4). A Conakry, le kilo de riz étuvé local est passé de 5,500 FG en février à 7,750 FG en mars 2011, soit une augmentation de 50% en un seul mois. En avril, le kilo de riz local se vendait à 8,000 FG à Conakry, indiquant que la hausse du prix de la denrée se prolongeait dans le temps. L'augmentation traduit le dysfonctionnement du marché, affecté en particulier par la mise en place des restrictions commerciales et du programme de subvention du riz importé. Des augmentations comparables ont caractérisé le prix du riz importé.

Graphique 4 : prix courant du riz local étuvé au détail, 2008-2011

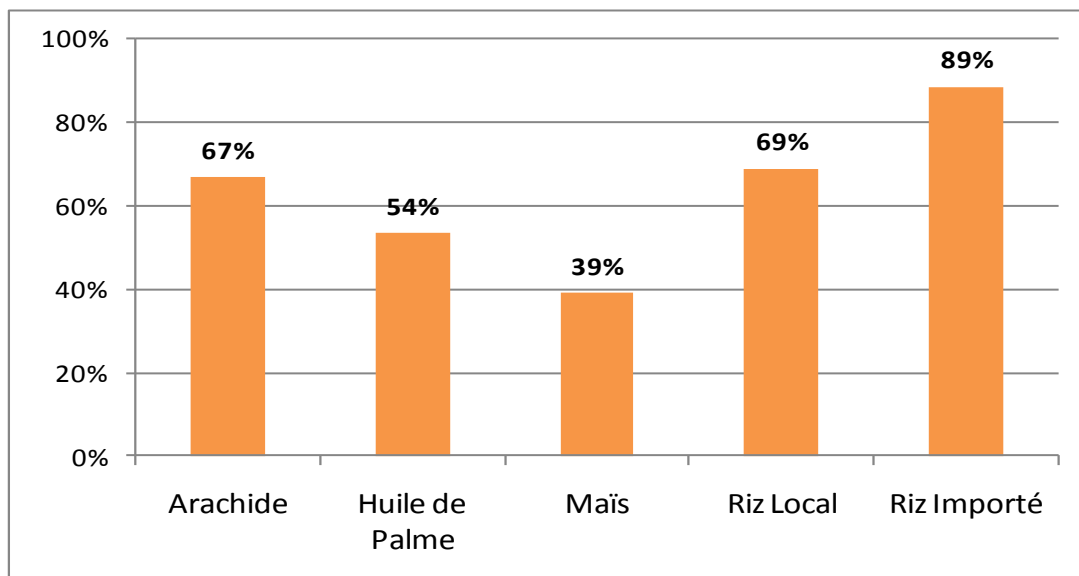


Source : DND/DNEEP

Du fait de la forte inflation que connaît l'économie guinéenne, la comparaison avec les années passées se fait en francs constants (Franc Guinéen de 2002). On constate que le niveau de prix du riz local en francs constants a retrouvé son niveau record de 2008 à Conakry. A Conakry, le prix du riz en francs constants a augmenté de 38% par rapport à la moyenne quinquennale. L'augmentation des prix du produit en francs constants par rapport à la moyenne est de moindre ampleur à Labé (+7%), Kankan (+14%) et Nzérékoré (+16%).

Comme l'illustre le graphe ci-après (graphique 5), les hausses de prix ont affecté toute une gamme de denrées alimentaires à Conakry. Par rapport à la moyenne 2006-2010, les prix en mars 2011 avaient le plus augmenté pour le riz importé (+89%) et le riz local (+69%) mais l'arachide (+67%), l'huile de palme (+54%) et le maïs (+39%) étaient également affectés par la hausse. Les données du RESIMAO utilisées pour ces calculs sont exprimées en francs CFA, par conséquent l'effet de l'inflation y est moindre que pour les données citées en francs guinéens.

Graphique 5 : Augmentation du prix des denrées par rapport à la moyenne 2006-2010



Source : données RESIMAO

Malgré une hausse de la production agricole vivrière 2010/2011 par rapport à 2009/2010 et un accroissement de la production de 7% pour le riz et de 3,3% pour le maïs, la baisse de plus de 40% des importations de produits alimentaires en 2010 et le prix élevé du carburant risquent d'accroître la hausse des prix des denrées alimentaires jusqu'à la fin de la période de soudure.

En ce début de période de soudure, les prix demeurent entre 30 et 40% plus élevés par rapport à avril 2010 avec une tendance à la hausse. Cette hausse pourrait même s'amplifier avec l'augmentation de la demande de consommation sur les marchés et l'épuisement des stocks des producteurs dans les zones de collecte notamment dans les zones forestières. A cela viendra bientôt s'ajouter l'impraticabilité de certaines pistes en hivernage ce qui limitera les trafics entre les marchés. Au vu de cette tendance et des facteurs aggravants (augmentation des prix du pétrole, approche de la période de soudure annuelle), aucune baisse significative des prix n'est attendue à court terme à Conakry, Kankan, Labé ou N'Zérékoré.

Cette situation va perdurer pendant les 3 à 4 mois à venir jusqu'aux récoltes des variétés de riz de cycle court des zones forestières. On pourra alors s'attendre à une légère baisse des prix.

5. Conséquence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

i. Impact sur la disponibilité

Selon les commerçants interviewés dans les différentes villes, la période de l'entre deux tours (du 2 juillet au 7 novembre) a entravé le fonctionnement des marchés Guinéens. La difficulté d'accès aux zones de production couplée aux événements politiques les ont conduit à des arrêts momentanés de leurs activités fin 2010. Ces arrêts cumulés entre octobre et novembre ont été de 26 jours à Conakry et de 15 à 20 jours pour les grandes villes comme N'Zérékoré, Kankan et Labé. Ces arrêts et le ralentissement des activités commerciales s'expliquent principalement par l'insécurité liée aux tensions postélectorales. Enfin, en guise d'illustration de la très grande sensibilité des marchés aux événements sociopolitiques, il faut signaler la période exceptionnelle qui a suivi la proclamation des résultats provisoires où l'on a constaté

des pics au niveau du prix du pain qui est passé de 3,000 FG la baguette à 5,000 FG, de l'huile de palme dont le litre est passé de 10,000 FG à 13,000 FG, du sucre dont le kilo est passé de 7,000 FG à 13,000 FG à N'Zérékoré et même du riz local qui a atteint 7,000 FG le kilo à Conakry.

Les premières mesures prises face à la hausse des prix (importations de 30 000 tonnes de riz, fermeture des bureaux de changes) ont entraîné la réduction de la disponibilité alimentaire sur certains marchés, les commerçants privés ayant préféré limiter leurs approvisionnements. De plus, les importations de denrées alimentaires qui représentent environ 30% des importations de biens ont fortement baissé au cours du dernier trimestre de 2010 pour les importations de riz.

ii. Impact sur l'accessibilité

Dans un contexte de hausse des prix, les ménages ont mis en œuvre des stratégies d'adaptation alimentaires et non alimentaires. Si la prévalence globale de l'insécurité alimentaire à Conakry n'a pas évolué par rapport à l'enquête de référence réalisée en 2009, on s'attend à ce qu'elle augmente, compte tenu de la nature des mécanismes d'adaptation mis en œuvre au niveau des ménages.

La hausse des prix a globalement affecté la qualité de la consommation alimentaire des ménages en milieu urbain. En effet, le score moyen, qui mesure approximativement la fréquence et la diversité alimentaire, a baissé passant de 69,2 à 65,3 à Conakry (tableau1). Son niveau est estimé à 64 en milieu urbain de la Guinée.

Tableau n°1: Evolution du score de consommation alimentaire

	Score
Mars 2009, Conakry	69,2
Avril 2011, Conakry	65,3
Avril 2011, Urbains Guinée	64,0

La hausse des prix et l'inflation ont surtout affecté les ménages à faible revenu ou dépendants d'une seule source de revenus. Cette hausse intervient dans un contexte d'insécurité alimentaire et de pauvreté au moment où beaucoup d'évaluations font état de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages. Pour beaucoup de ménages, cette hausse des prix a entraîné un changement conjoncturel de la structure des dépenses.

Tableau n°2: Budget et panier alimentaire des ménages en milieu urbain de Conakry

Revenu hebdomadaire par personne	97 545 FG
Dépenses hebdomadaires par personne	55 966 FG
Ménages qui consacrent plus 50% à l'alimentation	62%

Panier alimentaire dans les dépenses du ménage	52,8%
Dépenses céréalieres dans les dépenses alimentaires du ménage	35%
Dépenses en protéine animale (poisson, viande etc.) dans les dépenses alimentaires du ménage	16%
Dépenses en feuilles et légumes dans les dépenses alimentaires du ménage	5%
Dépenses en lait dans les dépenses alimentaires du ménage	4%
Dépenses en huile dans les dépenses alimentaires du ménage	10%
Dépenses en sucre dans les dépenses alimentaires du ménage	3%

L'évaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain à Conakry, montre que les ménages consacrent la part la plus importante de leurs revenus à l'alimentation laquelle représente environ 53% des dépenses globales (tableau 2). Les céréales –et principalement le riz-, les protéines animales et l'huile sont les postes les plus importants. Si le prix des denrées alimentaires a augmenté, le revenu des ménages est quant à lui resté stable obligeant les ménages à dépenser davantage pour couvrir les dépenses alimentaires.

Tableau n°3: Effet de la hausse des prix sur le recours aux marchés et les postes des dépenses des ménages

	Mars 2009, Conakry	Avril 2011, Conakry	Avril 2011, Urbains Guinée
Ménages ayant recours aux marchés pour acheter des céréales	99,0%	96,8%	97,1%
Ménages qui consacrent plus de 50 de leur budget à l'alimentation	62%	66%	70%

	Avril 2011, Conakry	Avril 2011, Urbains Guinée
% Ménages ayant réduit leurs dépenses de santé au profit de l'alimentation	28%	26%
% Ménages ayant réduit leurs dépenses d'éducation au profit de l'alimentation	46%	47%
% Ménages ayant réduit les autres dépenses (loyers, loisir etc.) au profit de l'alimentation	42%	47%

La hausse des prix n'a pas réduit le recours des ménages aux marchés (tableau 3) mais elle a légèrement affecté le recours à l'achat de céréales et surtout de riz.

La hausse des prix a eu pour conséquence un changement dans l'allocation du budget des ménages qui réduisent considérablement les dépenses d'éducation, de loisirs, de logements et même de santé pour garantir les repas dont la qualité, la quantité et la diversité restent encore réduites. Certains ménages disposent des revenus leur permettant d'acquérir les aliments dont ils ont besoin. Pour d'autres, l'adaptation face à la hausse des prix se fait par une diversification des stratégies afin de garantir l'accès aux denrées alimentaires. Ces stratégies sont parfois très contraignantes pour les ménages les plus affectés.

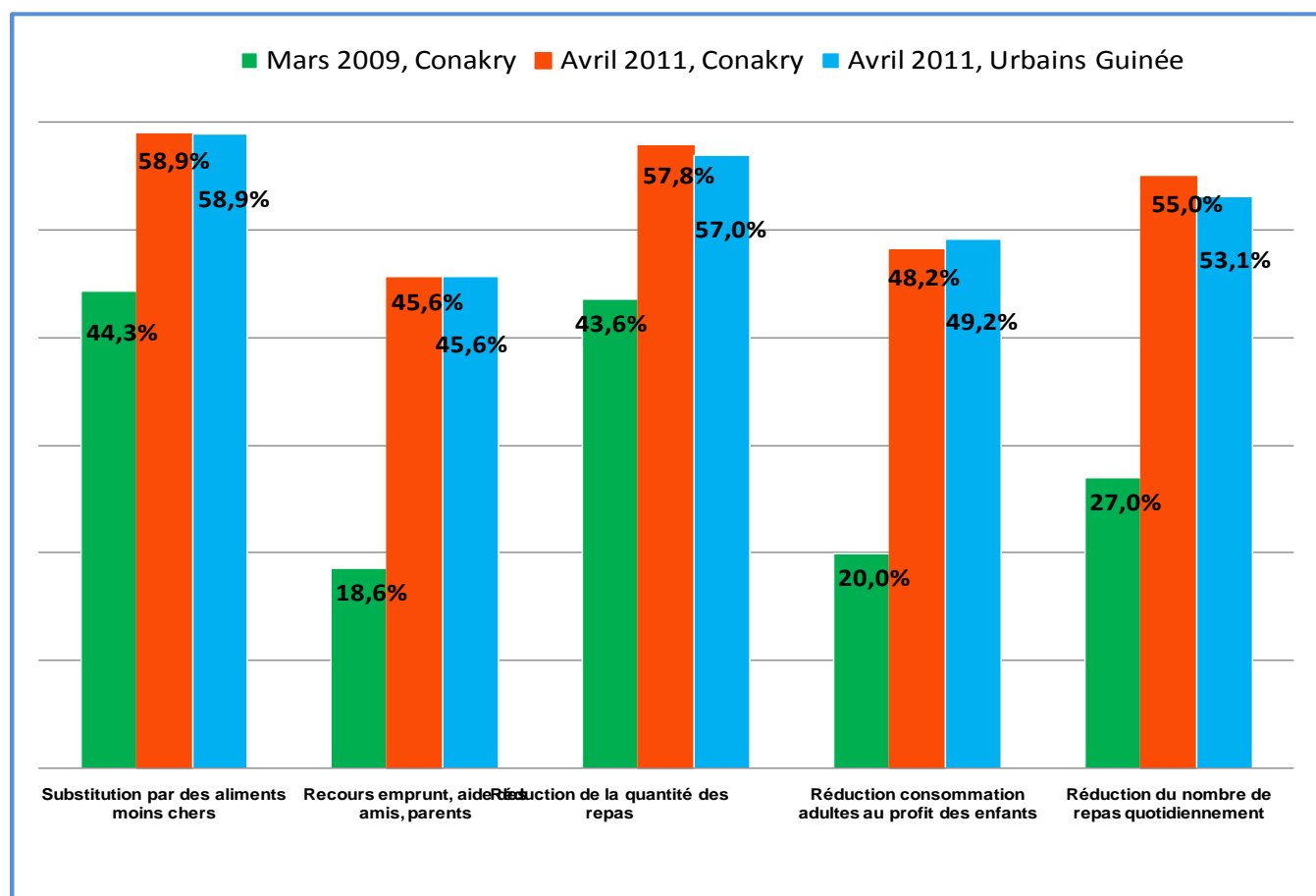
Tableau n°4: Indice réduit des stratégies d'adaptation des ménages face à la hausse des prix

	Mars 2009, Conakry	Avril 2011, Conakry	Avril 2011, Urbains Guinée
Indice réduit des stratégies d'adaptation des ménages (CSI)	2,12	4,08	4,08
Tabler sur les aliments les moins préférés et les moins chers	44,3%	58,9%	58,9%
Emprunter des aliments ou compter sur l'aide émanant des amis ou des parents	18,6%	45,6%	45,6%
Limiter la quantité de portion de nourriture aux repas	43,6%	57,8%	57,0%
Restreindre la consommation des adultes dans le but de permettre aux petits enfants de manger	20,0%	48,2%	49,2%
Réduire le nombre de repas pris par jour	27,0%	55,0%	53,1%

L'indice réduit des stratégies d'adaptation (ISA) montre le degré d'exposition des ménages aux risques. Cet indice dont la valeur était à 2,12 en mars 2009 (tableau 4) a quasiment doublé en avril 2011 à Conakry comme en milieu urbain en général.

Comme le montre le graphique ci-dessous (graphique 6), les stratégies les plus fréquemment adoptées par les ménages face à la hausse des prix sont : la substitution par les aliments de second choix (fonio, farine de manioc, pâte à base de résidus de maïs, farine de maïs, fruits), la réduction des quantités, la réduction du nombre de repas quotidiens et l'emprunt auprès des amis et parents.

Graphique 6: Stratégies des ménages face à la hausse des prix (% ménages)



D'autres stratégies ont aussi été évoquées par les informateurs clés. On peut citer entre autres :

- Le recours à l'endettement auprès des commerçants ;
- Le recours à la main d'œuvre agricole dans les champs des exploitants (à N'Zérékoré);
- La vente de biens des ménages ou le recours à l'exode vers les sites de recherches de l'or (à Kankan)
- Le recours à la mendicité (à Labé)

iii. Impact sur la sécurité nutritionnelle

L'étude n'a pas collecté les indicateurs nutritionnels. Cependant, les informateurs clés ont signifié que les difficultés d'accès alimentaire sont élevées pour certains ménages qui n'ont aucune source de revenu. Ceci pourrait provoquer un risque de malnutrition aiguë sévère des enfants de moins de 5 ans de ces ménages pauvres sans assistance, particulièrement pendant la période de soudure.

L'Enquête à Indicateurs Multiples (Enquête MICS) réalisée en 2008 montrait déjà au niveau du pays que la Guinée enregistre des taux de malnutrition inquiétants, avec 40% des enfants de 6-59 mois qui

souffrent de retard de croissance, 8% de malnutrition aiguë et 21% d'insuffisance pondérale (Enquête Nationale sur l'état nutritionnel et le suivi des principaux indicateurs de survie de l'enfant de l'UNICEF). Une enquête SMART en préparation donnera ultérieurement plus de précisions sur la question.

6. Caractéristique et localisation des ménages les plus affectés

Dans la ville de Conakry, les ménages les plus affectés par la hausse des prix sont surtout :

- Les ménages n'ayant pas de source de revenu.
- Les ménages qui achètent juste quelques mesures au quotient.
- Les ménages qui ont beaucoup d'enfants en bas âges.
- Les ménages dirigés par des femmes veuves.
- Les ménages dirigés par un mendiant.

Au niveau du centre urbain de N'Zérékoré, les ménages les plus affectés par la hausse des prix sont surtout :

- Les ménages n'ayant pas de terres de culture et menant des activités journalières précaires (maçonnerie, menuiserie, porteurs d'eau, main d'œuvre domestique).
- Les ménages dirigés par des femmes veuves avec des enfants.
- Les ménages qui achètent juste quelques mesures au quotient.

Au niveau du centre urbain de Kankan, les ménages les plus affectés par la hausse des prix sont surtout :

- Les ménages n'ayant pas de terres de culture.
- Les ménages dirigés par des femmes veuves avec des enfants.
- Les filles mères sans soutien.
- Les ménages exerçant des activités très précaires (porteur d'eau, domestique).

Au niveau du centre urbain de Labé, les ménages les plus affectés par la hausse des prix sont surtout :

- Les ménages dirigés par des femmes veuves avec des enfants.
- Les ménages exerçant des activités très précaires;
- Les ménages n'ayant pas de membres à l'étranger leur permettant de bénéficier de transferts monétaires

7. Options de réponse ponctuelle : besoins d'assistance et actions déjà planifiées par d'autres organisations, interventions recommandées, destinataires et durée, besoins en termes de suivi, de réévaluation périodique et de planification des mesures d'urgence

i. Analyse des réponses d'atténuation mises en œuvre

Pour atténuer l'impact de la hausse des prix, deux opérations d'assistance ont eu lieu : la vente subventionnée de riz importé par l'Etat et la distribution gratuite d'huile végétale par le PAM.

Concernant la vente de riz subventionné, un certain tonnage a été affecté par commune laquelle a ensuite donné l'agrément à un groupe de commerçants volontaires pour acheter sur le port au prix de 153 000 FG/sac de 50Kg et revendre à la population au prix de 160 000 FG/sac, ou à 3 500 FG/Kg. .

Cependant l'effet de cette opération n'a été que de courte durée et n'a malheureusement pas maintenu la régulation des prix pendant la période de soudure. Malheureusement, beaucoup de ménages n'ont pas pu acheter le riz subventionné. Par ailleurs, la différence du prix de cession entre la ville de Conakry et les autres villes a été critiquée. De plus, les opérateurs économiques ont eu tendance à réduire le volume de leurs commandes de riz évitant ainsi la confusion entre leur stock et le riz subventionné par le Gouvernement. Ainsi, après l'opération des 30 000 tonnes de riz, le niveau des stocks est resté bas sur la plupart des marchés Guinéens, du fait de la prudence des opérateurs privés.

ii. Options de réponses nécessaires à court terme et leurs estimations

Tableau 6 : Synthèse des estimations du nombre de personnes vulnérable

Synthèse des estimations sur la réponse à la hausse des prix des produits alimentaires							
Groupes les affectés	Pourcentage de ménages affectés²	Nombre de ménages concernés³	Nombre de personnes concernés⁴	Répartition provisoire (Nbre de ménages)⁵	Actions à court terme nécessaires	Localisation	Période favorable
Les ménages dirigés par des femmes veuves avec des enfants en changes	Conakry : 7% sont veuves avec plus de 7 personnes en charge	11 270	56 350	9289 à Conakry, 470 à Labé, 726 à Kankan et 784 à N'Zérékoré	- Assistance alimentaire ciblée dans les quartiers excentrés - Cash transfert /Voucher à côté des marchés bien approvisionnés	Conakry, N'Zérékoré, Kankan, Labé	Avril à Septembre
Les ménages à faible revenu ayant des enfants scolarisés (revenu mensuel par tête < 100 000 FG et au moins 2 enfants scolarisés)	Conakry : 16,3% ont revenu mensuel/tête inférieur à 100 000 FG et au moins 2 enfants scolarisés	26 244	131 220	21631 à Conakry, 1095 à Labé, 1691 à Kankan et 1827 à N'Zérékoré	Vente subventionnée du riz	Conakry, N'Zérékoré, Kankan, Labé	Avril à Août
Les ménages n'ayant pas de source de revenu durable	Conakry : 3,8% exercent un travail journalier comme principale sources de revenu	6 118	30 590	5043 à Conakry, 255 à Labé, 394 à Kankan et 426 à N'Zérékoré	Cash for work dont les activités restent à détermier	Conakry, N'Zérékoré, Kankan, Labé	Avril à Juin
Total à assister à court terme		43 632	218 160				

² Les proportions ont été calculées à partir de la base des données de l'enquête de mars 2009

³ On applique la proportion affectée à nombre total de ménages de Conakry selon l'INS Guinée

⁴ On a arrondi taille de ménages à 5 personnes

⁵ Le nombre total retenu de ménages affectés est réparti selon la proportion des populations dans ces villes (voir tableaux ci-dessous)

Synthèse des estimations sur la réponse à la hausse des prix des produits alimentaires							
Groupes les affectés	Pourcentage de ménages affectés	Nombre de ménages concernés	Nombre de personnes concernés	Répartition provisoire (Nbre de ménages)	Actions à court terme nécessaires	Localisation	Période favorable
Les ménages n'ayant pas de terres de culture et menant des activités journalière précaires	A déterminer	A déterminer	A déterminer		Cash for work dont les activités restent à détermier	N'Zérékoré, Kankan	Avril à Juin
Les ménages qui ne bénéficient pas de transfert monétaire de l'étranger	A déterminer	A déterminer	A déterminer		Cash for work dont les activités restent à détermier	Labé	Avril à Juin

Tableau 7 : Répartition du nombre de ménage enquêtés par ville

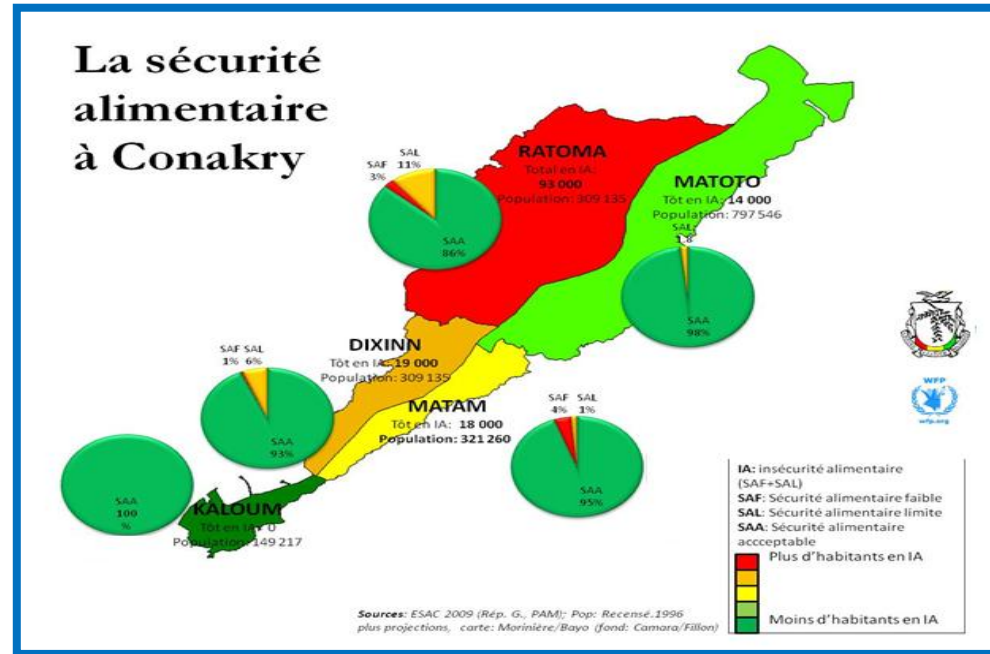
VILLES	Nombre Ménages	%	Ménage à enquêter
CONAKRY	161 005	0,824233768	256
LABE	8 150	0,041722339	13
KANKAN	12 585	0,064426459	19
N'ZEREKORE	13 599	0,069617434	21
TOTAL	195 339		309

Répartition des ménages dans les zones urbaines				
CIBLAGE	% ménage	11 270	26 244	6 118
Conakry	0,8242338	9 289	21 631	5 043
Labé	0,0417223	470	1 095	255
Kankan	0,0644265	726	1 691	394
N'Zérékoré	0,0696174	784	1 827	426

Source: INS Guinée, sur le website

A Conakry, le PAM donnera la priorité aux communes les plus vulnérables conformément aux résultats de l'enquête en milieu urbain de mars 2009 (voir carte suivante ci-dessous) :

Carte 1 : Répartition de l'insécurité alimentaire à Conakry, selon l'enquête de 2009



Au niveau national, d'autres mesures d'accompagnement restent nécessaires pour limiter les effets de la hausse des prix dans les mois à venir. Il s'agit entre autres, de :

- Stimuler l'importation de produits (riz, farine, huile et sucre) par des mesures incitatives (par la réduction temporaire des taxes douanières par exemple).
- Exonération de la taxe liée au transport et soutien aux usagers des transports publics (pour compenser la hausse du prix du carburant).

Des mesures d'accompagnement restent aussi nécessaires à moyen terme :

- Stimuler les flux d'échanges intra et inter préfectures (grâce à la diffusion des prix des produits à la radio, l'ouverture de points de ventes etc.)
- Promouvoir des coopératives vivrières
- Mettre en place un mécanisme de contrôle et de régulation des prix au niveau national grâce par exemple à la diffusion des prix par radio.
- Réhabiliter les routes reliant les marchés.
- Promouvoir des institutions de microcrédits à la production.
- Intensifier la production dans les zones à forte potentialité grâce à la mise en place de semences et d'engrais et encadrer les producteurs de riz local.
- Mettre en place un système de surveillance des prix grâce à une collecte régulière des prix sur certains marchés témoins pour alerter des risques de hausse des prix.